



Quels enseignants demain ?

Le gouvernement s'attaque à la formation des futurs enseignants du primaire et du secondaire et veut faire croire qu'ils seront mieux formés et mieux payés.



Le gouvernement vous ment !

1 - Toujours 5 ans d'études, mais suppression de l'année de stage rémunérée

Aujourd'hui. Licence (Bac +3) + 1 an de préparation au concours + 1 année de formation professionnelle rémunérée comme fonctionnaire stagiaire

Demain ? Licence (Bac +3) + 2 ans de Master avec au mieux une gratification de 3000 €

2 - Une revalorisation en trompe-l'œil

La revalorisation promise ne consistera qu'en un saut d'échelon plus rapide en début de carrière. Mais elle sera largement annulée par la suppression de l'année de stage rémunérée et les retraites seront amputées du fait de la perte de 4 trimestres de cotisation. Le gouvernement espère économiser ainsi 20 000 postes et 600 millions d'euros : c'est ce qu'il a dépensé l'an dernier pour expulser 30 000 sans-papiers.

3 - Vers des enseignants sous-qualifiés : effondrement des connaissances

Les épreuves du nouveau concours ne garantiront pas une bonne maîtrise des savoirs : par exemple, dans le concours des professeurs des écoles, pas d'épreuve spécifique d'histoire-géographie ; **pour les futurs enseignants de langue, l'évaluation de l'oral sera quasi-inexistante.** Est-ce ainsi que l'on aura « une France bilingue », comme le prétend le gouvernement ?

4 - Une formation pédagogique sacrifiée

Aujourd'hui. Contrairement à ce que dit Xavier Darcos, les futurs enseignants bénéficient d'une formation en alternance entre l'IUFM et leur classe.

Demain ? Les nouveaux enseignants seront dès leur première rentrée en responsabilité à plein temps, **sans avoir nécessairement fait de stage auparavant** ; ils seront donc totalement désarmés pour affronter les difficultés du métier d'enseignant. Certes, le gouvernement prévoit d'accueillir 40 000 stagiaires (sur 140 000 préparatoires) dans les établissements scolaires, mais il n'a pas prévu de budget pour payer les tuteurs de stage !

5 - Précarité programmée pour enseignants défonctionnarisés

Dans un contexte de suppression de postes de titulaires (13 500 en 2009, 35 000 depuis 2007), la réforme entraînera la multiplication des enseignants précaires. En pleine croissance démographique, **le gouvernement supprime en 2009 le tiers des postes de professeurs des écoles offerts au concours.** La masse des étudiants ayant échoué au concours mais obtenu le Master fournira une main-d'œuvre précaire vouée à d'éternels remplacements comme contractuels ou pire vacataires.

Ne pas jeter sur la voie publique

On remplace des concours nationaux, exigeants et garants de l'égalité républicaine, par un système qui accentue les inégalités sociales et régionales (toutes les universités ne prépareront pas à tous les concours). **Ce n'est pas acceptable ! Les conséquences seraient graves pour l'avenir du système éducatif, pour l'éducation de nos enfants et pour la société dans son ensemble.**



Quels enseignants demain ?

Le gouvernement s'attaque à la formation des futurs enseignants du primaire et du secondaire et veut faire croire qu'ils seront mieux formés et mieux payés.



Le gouvernement vous ment !

1 - Toujours 5 ans d'études, mais suppression de l'année de stage rémunérée

Aujourd'hui. Licence (Bac +3) + 1 an de préparation au concours + 1 année de formation professionnelle rémunérée comme fonctionnaire stagiaire

Demain ? Licence (Bac +3) + 2 ans de Master avec au mieux une gratification de 3000 €

2 - Une revalorisation en trompe-l'œil

La revalorisation promise ne consistera qu'en un saut d'échelon plus rapide en début de carrière. Mais elle sera largement annulée par la suppression de l'année de stage rémunérée et les retraites seront amputées du fait de la perte de 4 trimestres de cotisation. Le gouvernement espère économiser ainsi 20 000 postes et 600 millions d'euros : c'est ce qu'il a dépensé l'an dernier pour expulser 30 000 sans-papiers.

3 - Vers des enseignants sous-qualifiés : effondrement des connaissances

Les épreuves du nouveau concours ne garantiront pas une bonne maîtrise des savoirs : par exemple, dans le concours des professeurs des écoles, pas d'épreuve spécifique d'histoire-géographie ; **pour les futurs enseignants de langue, l'évaluation de l'oral sera quasi-inexistante.** Est-ce ainsi que l'on aura « une France bilingue », comme le prétend le gouvernement ?

4 - Une formation pédagogique sacrifiée

Aujourd'hui. Contrairement à ce que dit Xavier Darcos, les futurs enseignants bénéficient d'une formation en alternance entre l'IUFM et leur classe.

Demain ? Les nouveaux enseignants seront dès leur première rentrée en responsabilité à plein temps, **sans avoir nécessairement fait de stage auparavant** ; ils seront donc totalement désarmés pour affronter les difficultés du métier d'enseignant. Certes, le gouvernement prévoit d'accueillir 40 000 stagiaires (sur 140 000 préparatoires) dans les établissements scolaires, mais il n'a pas prévu de budget pour payer les tuteurs de stage !

5 - Précarité programmée pour enseignants défonctionnarisés

Dans un contexte de suppression de postes de titulaires (13 500 en 2009, 35 000 depuis 2007), la réforme entraînera la multiplication des enseignants précaires. En pleine croissance démographique, **le gouvernement supprime en 2009 le tiers des postes de professeurs des écoles offerts au concours.** La masse des étudiants ayant échoué au concours mais obtenu le Master fournira une main-d'œuvre précaire vouée à d'éternels remplacements comme contractuels ou pire vacataires.

Ne pas jeter sur la voie publique

On remplace des concours nationaux, exigeants et garants de l'égalité républicaine, par un système qui accentue les inégalités sociales et régionales (toutes les universités ne prépareront pas à tous les concours). **Ce n'est pas acceptable ! Les conséquences seraient graves pour l'avenir du système éducatif, pour l'éducation de nos enfants et pour la société dans son ensemble.**